

LES CARILLONS DU PENTAGONE

Patrice JORLAND

Historien-géographe, collaborateur de la revue *Recherches internationales*

Le *whistleblower* souffle dans son sifflet pour indiquer une faute ou prévenir d'un danger, ce qui le place sous la protection de la loi dans une série de pays, quand bien même ce qu'il signale était gardé jusqu'alors secret par une entreprise ou une administration. On donne comme équivalent français l'expression « lanceur d'alerte », mais celle-ci concerne surtout les domaines de la science et de l'environnement. Aussi retiendrions-nous le terme néerlandais bien plus évocateur de *klokkenluider*, qui se traduit par « carillonneur ». Et, pour l'heure, cela carillonne à tout va au Pentagone.

Journaux de guerre

Le tout Washington bourdonne de révélations depuis le 25 juillet, date à laquelle les quotidiens « *New York Times* » et « *The Guardian* », ainsi que l'hebdomadaire allemand « *Der Spiegel* », ont publié certaines des 92.000 entrées que WikiLeaks (« fuites ouvertes ») devait placer sur son site, dont la raison d'être officielle est de divulguer « de manière anonyme, non identifiable et sécurisée, des documents témoignant d'une réalité sociale et politique, voire militaire, qui nous serait cachée, afin d'assurer une transparence planétaire ». Spécialisé dans la dénonciation des régimes autoritaires et des entreprises transnationales, il avait déjà publié, le 5 avril dernier, une vidéo de l'armée américaine montrant l'équipage d'un hélicoptère « *Apache* » mitrailler depuis les airs des civils irakiens, parmi lesquels se trouvaient des journalistes.

Le fondateur de WikiLeaks, l'Australien Julian Assange, reconnaît posséder 15.000 autres documents et se préparer à diffuser la vidéo du massacre perpétré le 4 mai 2009 dans le village de Garani, province de Farah. 140 civils afghans avaient été alors tués, dont une majorité de femmes et d'enfants. Assange est par ailleurs accusé de posséder 260.000 télégrammes secrets du département d'Etat dont la publication dévoilerait des pans entiers de l'action internationale des Etats-Unis. L'immense communauté du renseignement est engagée dans la traque du *carillonneur* qui a transmis ces pièces au site internet, les soupçons se portant sur le soldat Bradley Manning, 22 ans, spécialiste du renseignement de la 10ème division de montagne, déjà détenu pour être celui qui aurait donné à WikiLeaks la vidéo du « massacre collatéral » de Bagdad. Il risque quarante ans de prison. Certains élus républicains demandent sa condamnation à mort, un comité et une association de défense ont été formés pour lui porter assistance.

On a immédiatement pensé aux « *dossiers du Pentagone* » dont la publication, à partir du début de 1971 avait plongé l'administration américaine d'alors dans un embarras extrême. Cette comparaison soulève trois séries de questions. La première concerne les acteurs. Il y avait un carillonneur en 1971, en la personne de Daniel Ellsberg, un analyste de la Rand Corporation dont les liens avec le Pentagone étaient consubstantiels, mais le travail de révélation a été mené par des médias, par une partie de ce que l'on appelle le « quatrième pouvoir », qui a bataillé ferme. Cette fois-ci, l'identité de l'informateur est inconnue, WikiLeaks ne cherchant pas à savoir qui lui transmet des informations dont seule l'authenticité est vérifiée, et la presse ne fait que reprendre ce que fournit le site à qui veut bien le consulter. Aussi certains parlent-ils d'un « cinquième pouvoir » en gestation qui serait celui de l'Internet, rapide, large et transnational dans la communication, ouvert à de multiples intervenants, interactif et sensiblement moins dépendant des puissances d'argent que ne peuvent l'être les médias. Ces flux ne garantissent ni la pertinence des analyses ni la qualité des débats et ne constituent pas en eux-mêmes une forme supérieure de démocratie. Il n'en demeure pas moins qu'ils posent un problème aux détenteurs du pouvoir, raison pour laquelle le Pentagone n'a cessé d'encadrer et de filtrer l'information sur les guerres qu'il conduit aujourd'hui. Mais le risque existe que certains militaires se servent des possibilités nouvelles de transmission des données et des images pour briser le carcan, comme cela a déjà été le cas en 2003, avec la publication des photographies prises dans la prison d'Abou Ghraib.

Le brouillard de la guerre

Il s'agit ensuite de la nature des documents. Les dossiers du Pentagone avaient été constitués par un groupe de 36 officiers et experts, à la demande de Robert McNamara, le secrétaire à la Défense de l'époque. Cette équipe compila ainsi 7.000 pages de documents officiels, mais gardés confidentiels, couvrant la politique américaine en Indochine entre 1954 et 1967. Daniel Ellsberg livra un produit fini, alors que les documents de WikiLeaks sont hétérogènes, témoignages venus si l'on peut dire du terrain, celui des hommes et des détachements engagés dans la guerre d'Afghanistan, analyses plus stratégiques ou fiches de renseignement militaire. Si leur authenticité ne fait aucun doute, leur lecture ne permet pas toujours de suivre une affaire jusqu'à son terme et des contradictions apparaissent d'un texte à l'autre.

Atteintes aux traités internationaux, ignorance crasse des peuples concernés, monumentales erreurs stratégiques, coups fourrés, exactions multiples, les dossiers du Pentagone dévoilaient quinze années d'une politique criminelle. Les documents de WikiLeaks ne révèlent rien de comparable, mais illustrent et confirment tout ce que l'on pressentait. Bien que les pertes humaines, d'un côté comme de l'autre, soient incomparablement moins lourdes qu'en Indochine, c'est une « sale guerre » qui se poursuit et dont les civils afghans sont les premières victimes : engins explosifs improvisés, attentats-suicides, bombardements, drones, et ce dans un des pays les plus pauvres de la planète, doté d'un gouvernement peu légitime, de chefs-brutes brutaux, d'une police corrompue, de trafiquants en tout genre, et où la culture du pavot est l'activité la plus rentable. Plus neuves, les données sur l'armement des talibans, qui disposeraient de missiles sol-air à courte portée FIM-92 *Stinger*, dont de nombreux

exemplaires avaient été donnés jadis aux combattants du djihad antisoviétique, ou encore les assertions, difficiles à vérifier, concernant le soutien multiforme accordé par les services secrets de l'armée pakistanaise aux talibans afghans. On retiendra également les informations sur le détachement 373 de forces spéciales chargé de la traque des hommes à abattre, talibans, sectateurs d'Al Qaida et assimilés, 2.000 inscrits sur la *Jpel* ou « liste commune à effets prioritaires ». Le plus grand secret entoure ses opérations, dont les « effets collatéraux » peuvent être lourds, ainsi que le sort réservé à ses prisonniers. En bref, le « brouillard de la guerre » dont parle Carl Clausewitz est si dense qu'il confine au « foutu merdier » dont aurait parlé le général Jean-Louis Georgelin, le précédent chef d'Etat-major des armées françaises. A cela rien d'étonnant, dès lors qu'on combat et qu'on tue « au sein des populations ».

Un plan B ?

La ligne de défense de l'administration Obama est déjà tracée : les documents de WikiLeaks sont obsolètes car antérieurs à la nouvelle stratégie, mais ils mettent en danger les informateurs autochtones de l'armée américaine, raison pour laquelle le ou les carillonneurs ne doivent s'attendre à aucune indulgence. On attend un deuxième miracle du nouveau chef de la zone, le général David Petraeus, qui semble vouloir répéter ce qu'il a fait en Irak, armer des milices, quadriller les principales villes, liquider les responsables ennemis. Le Pakistan coopérerait désormais de façon utile. En tout état de cause, une nouvelle évaluation de la situation sera conduite en décembre prochain, après les élections de mi-mandat.

Démocrates et républicains, les deux grandes forces politiques des Etats-Unis sont partagées, tout comme le mouvement de la « *tea party* ». L'opinion publique, si une telle chose existe, est vacillante, prise entre tradition impériale et crise économique. Plus importante semble être la formulation de ce qui pourrait être un « *plan B* » pour l'Afghanistan, sous la plume de quelques stratégestes reconnus (Richard Haass, Robert Blackwill). Il s'agirait de se replier sur les terres non pashtounes, d'ailleurs moins sous-développées, où il devrait être possible de construire une économie, des institutions et des forces armées. Dans le reste du pays, les talibans feraient la preuve de leur incompetence et de leurs divisions, tout en restant sous le feu des drones et des forces spéciales. Au total, cela coûterait moins cher aux Etats-Unis et la réunification se ferait à terme, sur d'autres bases.

D'autres révélations sont prévisibles et on peut se demander ce que contiennent les télégrammes diplomatiques dont Julian Assange serait le détenteur. Le débat autour des « carnets de guerre » n'est donc pas clos. En France, il ne s'est pas ouvert, tout comme il n'y a pas eu débat sur l'engagement du pays. Des forces françaises combattent cependant en Afghanistan, sans intervenir en quoi que ce soit dans les décisions stratégiques, qui restent du ressort exclusif du commandement américain. Alors que les troupes néerlandaises ont commencé leur retrait sur décision de leur parlement, le gouvernement et la représentation nationale restent aphones, qui se contentent de traduire en français les déclarations de l'OTAN, qui sont celles du Pentagone.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

01 42 17 45 27 recherinter@internatif.org

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros